

# «Et le seigneur a voulu les diviser»

## Les châtellemes savoyardes de Monthey et de Saint-Maurice comme entités administratives (milieu XIII<sup>e</sup>-milieu XIV<sup>e</sup> siècle)\*

Clémence THÉVENAZ MODESTIN

«Et le seigneur a voulu les diviser»<sup>1</sup>. C'est ainsi que Pierre du Pont de Genève, châtelain de Saint-Maurice, rappelle lors de la reddition de ses comptes pour l'exercice allant du 21 août 1348 au 29 avril 1349 la décision prise de séparer désormais la châtellemes de Saint-Maurice de celle de Monthey. Il précise même que Pierre de Châtillon, le châtelain qui l'avait précédé, «avait rendu compte sur un seul rouleau» – le rouleau est la forme de présentation des comptes habituelle de l'administration savoyarde aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles et encore largement au XV<sup>e</sup> siècle – de la châtellemes de Monthey et de celle de Saint-Maurice «parce qu'il tenait ces deux offices»<sup>2</sup>. Désormais, la comptabilité des deux entités sera séparée. Tel n'avait pourtant pas toujours été le cas durant les années précédentes – même si les comptes ne mélangent jamais dans une même rubrique les recettes concernant Monthey et celles de Saint-Maurice.

Les vicissitudes administratives des châtellemes savoyardes de Monthey et de Saint-Maurice nous sont connues grâce à une très belle série de comptes de châtellemes. Une comptabilité commune est conservée pour toutes deux à partir de 1274,

\* Cette contribution est issue des recherches effectuées pour ma thèse de doctorat, consacrée à l'administration savoyarde des châtellemes de Chillon, Saint-Maurice et Monthey entre le milieu du XIII<sup>e</sup> et le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle (vers 1360), d'après la comptabilité de ces trois châtellemes. Elle est menée sous la direction du prof. Agostino Paravicini Bagliani à l'Université de Lausanne, avec l'appui du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Abbreviations utilisées: AST = Archivio di Stato, Torino; SR = Sezioni Riunite; inv. = inventario; fol. = folio; m. = mazzo; r. = rotolo; GREMAUD, *Documents* = Jean GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, 8 vol., Lausanne, 1875-1898 (MDR, 1<sup>re</sup> série, t. 29-33 et 37-39); WURSTEMBERGER, *Peter der Zweite*, t. 4 = [Ludwig] WURSTEMBERGER, *Peter der Zweite, Graf von Savoyen, Markgraf in Italien, sein Haus und seine Lande. Ein Charakterbild des dreizehnten Jahrhunderts*, 4 vol., Berne et Zurich, 1856-1858, t. 4: *Urkunden*.

<sup>1</sup> AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2, r. 12, fol. 1r (exercice comptable 21.8.1348-29.4.1349): *Et dominus voluit facere divisionem de ipsis*.

<sup>2</sup> AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2, r. 12, fol. 1r (exercice comptable 21.8.1348-29.4.1349): *de qua et de castellania Montheolli [...] computavit in uno rotulo computi Perrodus de Castellione castellanus ante ipsum, quia ipsa duo officia tenebat*.

ce qui les place dans le groupe de tête des châtelainies savoyardes pour lesquelles des comptes sont parvenus jusqu'à nous<sup>3</sup>. A partir de là, leur série comptable est extrêmement complète, ce qui est rare: elle continue pratiquement sans interruption jusqu'au 21 octobre 1296 pour Monthey et jusqu'en 1320 pour Saint-Maurice, la seule lacune dans ce laps de temps étant l'année s'étendant du 29 mars 1276 au 21 mars 1277 et quelques semaines entre le 4 avril et le 21 mai 1296. S'y ajoutent pour Saint-Maurice un grand mois entre le 25 avril et le 1<sup>er</sup> juin 1298, plusieurs mois entre le 12 avril et le 18 octobre 1301, quelques jours du 21 mars au 12 avril 1307 et à nouveau du 16 avril au 8 mai 1317<sup>4</sup>. Après avoir été gérées en commun depuis 1274, les deux entités s'étaient en effet séparées à partir du 21 mai 1296. Quand la comptabilité reprend en 1340, c'est à nouveau un seul châtelain, dont les comptes nous sont tous parvenus, qui préside à leurs destinées, et ceci jusqu'à la nouvelle division du 21 août 1348 citée en introduction. A partir de cette date, Monthey et Saint-Maurice restent deux châtelainies séparées. Les comptes de celle de Monthey sont disponibles, avec deux lacunes du 10 août 1349 au 4 février 1350 et du 13 mai au 15 septembre 1352, jusqu'au 14 octobre 1355; ils manquent dès lors jusqu'en 1405, pour reprendre ensuite de façon presque continue jusqu'en 1497 (une lacune est à déplorer entre 1489 et 1493). Quant à Saint-Maurice, sa comptabilité se poursuit de 1348 pratiquement sans interruption jusqu'en 1475 avec, pour la période qui nous intéresse ici, des lacunes du 15 mai au 4 juillet 1352, d'avril 1354 au 4 février 1355, du 8 mai 1355 au 17 avril 1356 et du 1<sup>er</sup> mars au 27 juillet 1361.

Cette situation documentaire remarquable fait de Monthey et Saint-Maurice des objets de choix pour qui s'intéresse à la mise en place de l'administration savoyarde et à ses conséquences sur une région. Elle permet aussi, plus prosaïquement, d'établir à l'usage des chercheurs une liste fiable des châtelains savoyards en place dans ces deux châteaux<sup>5</sup>. La liste ci-dessous répertorie les châtelains avec les dates exactes pour lesquelles ils sont attestés dans la comptabilité, du début de

<sup>3</sup> La toute première châtelainie savoyarde pour laquelle des comptes ont été conservés est leur voisine Chillon pour 1257-1258; cette première comptabilité, qui concerne d'ailleurs non seulement Chillon mais l'ensemble du Chablais actuellement valaisan et vaudois (comptes de Chillon, de La Tour-de-Peilz, du vidomnat d'Aigle, de Conthey et Saillon, et comptes du receveur du grain et du vin de Saillon) a été publiée par Mario CHIAUDANO, *Il più antico rotolo di rendiconti della finanza sabauda (1257-1259)*, Casale Monferrato, 1930, repris dans Mario CHIAUDANO, *La Finanza sabauda nel secolo XIII*, 3 vol., Turin, 1933-1938, t. I: *I rendiconti del dominio dal 1257 al 1285*, Turin, 1933, p. 3-30. Pour une liste des comptes de châtelainies conservés dans les domaines de la Maison de Savoie, voir Robert-Henri BAUTIER et Janine SORNAY, *Les sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Age. Provence – Comtat Venaissin. Dauphiné. Etats de la Maison de Savoie*, 3 vol., Paris, 1968-1974, t. I: *Archives des principautés territoriales et archives seigneuriales*, p. 339-416, et pour une vision d'ensemble les tableaux V et VI après les p. 400 et 414; les sources conservées pour les châtelainies de Monthey et Saint-Maurice y sont inventoriées p. 396-397. Signalons pour Saint-Maurice la conservation également précoce d'une comptabilité municipale pour 1300-1301, 1302-1303 (publiée dans GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1181 p. 46-52) et 1307-1308, exploitée par Gilbert COUTAZ, «La ville de St-Maurice d'Agaune avant la Grande Peste. Etude d'histoire sociale d'après la liste des contribuables de 1303», dans *Vallesia*, 34, 1979, p. 175-278.

<sup>4</sup> Pour les références d'archives des comptes de châtelainies, voir les listes de châtelains données ci-dessous.

<sup>5</sup> La liste ci-dessous remplacera la liste incomplète de Melville GLOVER, «Liste chronologique de quelques baillis, gouverneurs, châtelains et juges du Chablais», dans *Mémoires et documents publiés par la Société savoissienne d'histoire et d'archéologie*, 6, 1862, p. 133-149, en particulier p. 145-146 (châtelains de Monthey) et p. 146 (châtelains de Saint-Maurice), et pour Monthey, la liste incomplète et parfois fautive proposée par l'abbé Jean-Emile TAMINI, *Petit essai d'histoire de Monthey écrit en 1920-1930 par Jean-Emile Tamini, abbé*, Sion, 1996, p. 21-22.

la documentation comptable à 1361<sup>6</sup>. La date de 1361 n'a pas d'autre justification que l'étendue des dépouillements de l'auteur de ces lignes. 1361 correspond par ailleurs à Saint-Maurice à un changement de châtelain: Guillaume Wycharidi laisse la place à Benoît Bartholomei<sup>7</sup>. Pour Monthey, les informations s'interrompent en 1355 par manque de comptabilité, pour ne reprendre qu'en 1405, ce qui offre un point de césure «naturel». Au-delà d'une liste de châtelains, l'étude minutieuse de la manière dont la Maison de Savoie faisait administrer Monthey et Saint-Maurice, tantôt ensemble et tantôt de façon séparée, permet d'observer de près les liens qui s'avèrent étroits entre les événements de la vie des apanagistes de Monthey – Monthey a souvent été l'apanage de membres de la maison de Savoie, en particulier apanage dotal de femmes<sup>8</sup> – et la conservation des comptes de châtelainie.

La date de 1274 comme première date de conservation de comptabilité pour Monthey et Saint-Maurice, qui peut paraître fortuite, n'est ainsi, à y regarder de plus près, sans doute pas un hasard. En effet, «le château appelé Monthey» (*castrum dictum Monteys*) et toutes ses dépendances avait été donné le 16 octobre 1239 par Amédée IV de Savoie à sa sœur Marguerite, qui avait épousé en 1218 Hartmann l'Ancien, comte de Kybourg<sup>9</sup>. On ne sait rien de l'administration du château à cette époque, antérieure à la conservation des comptes. Ce que l'on sait en revanche, c'est que Marguerite résida à Monthey après la mort de son mari en 1264, du moins temporairement en 1267, puisqu'une charte datée du 22 août de cette année commence par les mots: «Nous, Marguerite, comtesse de Kybourg, faisons savoir à tous ceux qui verront la présente page que nous, faisant résidence à Monthey en Chablais, notre château, avons appris...»<sup>10</sup>. Marguerite reçut également d'Amédée IV comme augment de dot, car il considérait qu'«elle n'avait pas encore obtenu une dot convenable sur les biens patrimoniaux», la ville de Saint-Maurice – à l'exception du droit de frapper monnaie – ainsi que Vérossaz le 24 février 1240<sup>11</sup>. Faisait-elle administrer les deux entités ensemble ou séparément? Avait-elle un ou deux châtelain(s)? L'abbé Tamini a repéré des mentions de châtelains de Monthey en 1245, 1250, 1259, 1262, 1266, 1268, 1269, et même avant la période de Marguerite en 1225<sup>12</sup>. Cela n'étonne guère si l'on sait que des châtelains sont attestés dans les domaines de la Maison de Savoie à partir de la fin

<sup>6</sup> Ne sont pris en compte ici que les châtelains dont la comptabilité est conservée. Ceux dont on peut retrouver l'existence par l'intermédiaire d'actes divers n'ont pas été indiqués dans le tableau ci-dessous, car une recherche systématique n'a pas été effectuée pour les repérer. Quelques-uns sont mentionnés dans les pages qui suivent.

<sup>7</sup> AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2, fol. 19r (incipit du compte pour 27.7.1361-4.11.1361).

<sup>8</sup> Sur l'histoire de Monthey et ses apanagistes, voir en particulier TAMINI, *Petit essai*, spéc. p. 12-14 et Charles BOISSARD, *Histoire de Monthey*, Monthey, 1998. Pour une étude détaillée des droits des différents seigneurs dans le Bas-Valais du XIII<sup>e</sup> siècle, voir Robert R. HOPPELER, *Das Unter-Wallis und dessen Beziehungen zum Hochstift Sitten während des XIII. Jahrhunderts*, Zurich, 1897.

<sup>9</sup> L'acte de 1239 est édité dans GREMAUD, *Documents*, t. 29, n° 439 p. 344-345 et dans WURSTEMBERGER, *Peter der Zweite*, t. 4, n° 119 p. 58. Il est traduit dans Henri MICHELET, «Le Vieux Chablais. Des origines à 1569», dans *Pages montheyannes. Bulletin du Vieux Monthey*, 9, juin 1974, p. 3-184, p. 140.

<sup>10</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 30, n° 730 p. 116-117. Sur l'invasion des territoires des Kybourg après la mort de Hartmann l'Ancien par Rodolphe de Habsbourg, qui force sa veuve Marguerite à se réfugier à Chillon et dans des terres savoyardes, cf. Eugene L. COX, *The Eagles of Savoy. The House of Savoy in Thirteenth-Century Europe*, Princeton, 1974, p. 364-367.

<sup>11</sup> WURSTEMBERGER, *Peter der Zweite*, t. 4, n° 123 p. 59.

<sup>12</sup> TAMINI, *Petit essai*, p. 21, qui n'indique pas précisément ses sources, sinon une bibliographie sommaire p. 7. Deux attestations ont pu être retrouvées dans GREMAUD, *Documents*, l'une pour les années 1247(8) (Jean de la Tour, t. 29, n° 510 p. 403), l'autre sans date mais concernant rétrospectivement la période de Marguerite de Kybourg (un châtelain Jean de Berne est évoqué, t. 30, n° 939 p. 337-338).

du XII<sup>e</sup> siècle et de façon accrue dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. Toujours est-il que Marguerite meurt en septembre 1273<sup>14</sup>. Cette date explique de façon assez claire, avec seulement quelques mois de décalage, pourquoi la comptabilité de Monthey et de Saint-Maurice a été conservée précisément à partir du 25 mars 1274: auparavant, si comptabilité il y avait, elle était rendue à Marguerite et non directement à la Maison de Savoie<sup>15</sup>.

Ce retour de Monthey dans les possessions directes de la maison de Savoie ne semble pas avoir beaucoup modifié l'état de fait sur place. En effet, on s'aperçoit à la lecture de sa comptabilité que Jean de Berne, premier châtelain savoyard de Monthey dont on ait conservé les comptes du 25 mars 1274 au 11 juin 1280<sup>16</sup>, était déjà châtelain de la comtesse de Kybourg: il reçoit dans l'exercice comptable allant du 25 janvier 1279 au 24 janvier 1280, soit des années plus tard, 35 livres 10 sous mauricois «qui lui sont remis pour son salaire de deux ans du temps de feu madame la comtesse de Kybourg» ainsi que pour d'autres sommes qu'on lui devait<sup>17</sup>. Cette mention fait écho au fait que Jean de Berne est attesté par ailleurs comme châtelain de Monthey en 1268 et en 1272<sup>18</sup>. Dans ce cas, le châtelain a assuré une continuité administrative au-delà du changement de mains de la châteltenie.

A partir de 1274, date des premiers comptes de châteltenie conservés, Monthey et Saint-Maurice forment une seule châteltenie jusqu'au 21 mai 1296. Les deux entités n'ont toutefois pas le même statut: le châtelain qui rend ses comptes est appelé exclusivement «châtelain de Monthey»; à l'intérieur de sa comptabilité pour la châteltenie de Monthey, une sous-partie est intitulée «Compte du même NN des revenus de la ville de Saint-Maurice pendant la même période»<sup>19</sup>. Saint-Maurice ne forme donc apparemment pas à cette date – et n'a probablement encore jamais formé – une châteltenie à part entière: elle est gérée en tant que ville<sup>20</sup>.

C'est en 1296 que les deux entités se séparent après une vingtaine d'années de gestion commune. Comme le mentionnent les comptes, la châteltenie de Monthey ne sera plus administrée désormais par des fonctionnaires savoyards, mais par Othon de Grandson<sup>21</sup>. La comptabilité ne précise pas les raisons de la remise de

<sup>13</sup> Pour une mise en perspective détaillée de l'apparition des châtelains en terres savoyardes, mais aussi des pratiques comptables savoyardes du XIII<sup>e</sup> siècle, voir l'article fondamental de Guido CASTELNUOVO et Christian GUILLERÉ, «Les finances et l'administration de la Maison de Savoie au XIII<sup>e</sup> siècle», dans *Pierre II de Savoie. 'Le Petit Charlemagne' († 1268)*, éd. Bernard ANDENMAT-TEN, Agostino PARAVICINI BAGLIANI, Eva PIBIRI, Lausanne, 2000 (Cahiers lausannois d'histoire médiévale, 27), p. 33-125.

<sup>14</sup> WURSTEMBERGER, *Peter der Zweite*, t. 4, n° 818 p. 467.

<sup>15</sup> Même hypothèse dans BOISSARD, *Histoire de Monthey*, p. 11.

<sup>16</sup> Malgré la lacune dans la comptabilité entre le 29 mars 1276 et le 21 mars 1277, il est peu probable qu'un autre châtelain ait été en place pendant cette période, puisque Jean de Berne occupe la fonction pendant des laps de temps importants avant et après cette date.

<sup>17</sup> AST, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 4, fol. 3r (exercice comptable [25.1.1279-24.1.1280]): *que sibi dimittuntur pro salario suo duorum annorum tempore domine comitisse de Quibor quondam*.

<sup>18</sup> GLOVER, «Liste chronologique», p. 145, cite un *Joannes de Bruna* en 1268 et de 1272 à 1275; TAMINI, *Petit essai*, p. 21, relève un «Jean Berna» en 1268 et un «Jean de Berna» en 127[.].

<sup>19</sup> Cf. notamment le compte pour 25.3.1274-7.4.1275, publié dans CHIAUDANO, *La Finanza sabauda*, t. 1, p. 251-264, ici p. 261. Une formule analogue se retrouve toutes les années jusqu'en 1296, à l'exception du compte pour la période allant du 27.12.1291 au 22.9.1292 qui ne contient pas cette rubrique (AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 7, fol. 9r-10r).

<sup>20</sup> L'acte de 1240 (cf. ci-dessus n. 11) utilise bien pour Saint-Maurice le terme de ville et non de châteltenie.

<sup>21</sup> AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 9, fol. 5r (fin du compte pour 21.5.1296-21.10.1296). Il doit d'agir de l'Othon (I) de Grandson figuré au tableau IV A dans L. DE CHARRIÈRE, *Les dynastes de Grandson jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, avec pièces justificatives, répertoire et tableaux généalogiques*, Lausanne, 1866. Pour la correction de cette généalogie, voir Auguste BURNAND, «La date de naissance d'Othon I<sup>er</sup>, sire de Grandson», dans *Revue historique vaudoise*, 19, 1911, p. 129-135.

Monthey à Othon de Grandson, et seules des hypothèses sont possibles. La plus vraisemblable est que le comte de Savoie lui devait de l'argent et le lui remboursait de cette manière. Mais pourquoi ne pas l'indiquer, comme on le fera souvent dans de tels cas au XIV<sup>e</sup> siècle? Une autre explication pourrait être liée à un acte du 16 mars 1297, dans lequel Edouard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, voulant donner sa fille Jeanne en mariage à Amédée V de Savoie, donne à Othon de Grandson le pouvoir de recevoir en son nom l'assignation de 15 mille livrées de terre qu'Amédée V avait promis à sa future épouse et aux enfants mâles qu'il aurait d'elle dans des terres situées hors de la puissance du roi de France<sup>22</sup>. Ce mariage, possible puisque Jeanne avait perdu son premier époux Gilbert de Clare en 1295 et qu'Amédée V était veuf de Sibylle de Bâgé depuis 1294, ne se fit pas, puisqu'Amédée épousa finalement Marie de Brabant en 1297. Mais il n'est pas impossible que la châtelainie de Monthey ait été remise à Othon de Grandson pour garantir cette promesse – ce qui n'explique pourtant pas pourquoi il aurait conservé plus longtemps la mainmise sur Monthey<sup>23</sup>.

Le fait que la châtelainie de Monthey a été remise en 1296 à Othon de Grandson explique pourquoi la comptabilité de cette châtelainie n'est plus conservée à partir de cette date, contrairement aux comptes de Saint-Maurice, restée en mains savoyardes, qui ont continué à être rendus à l'administration centrale savoyarde et ont à ce titre été conservés dans les archives de la Chambre des comptes à Chambéry puis à Turin. Comme dans le cas de Jean de Berne qui était apparemment resté en place après le décès de Marguerite de Kybourg, le choix des châtelains semble avoir été marqué par une certaine continuité: l'abbé Tamini cite comme châtelain pour Othon de Grandson en 1300 Conon de Chastonay<sup>24</sup>, qui avait déjà été châtelain en 1280 et en 1285-1286 pour la Maison de Savoie. Par manque de comptabilité conservée, on ne sait pas combien de temps Monthey est resté entre les mains d'Othon de Grandson. Ce qui est sûr, c'est que Saint-Maurice et Monthey ne se réunissent pas entre 1296 et 1320, puisque les comptes savoyards de Saint-Maurice sont conservés de façon indépendante jusqu'à cette date. Le chanoine Boccard avance, mais sans citer de source ni de preuve, que Monthey serait restée entre les mains d'Othon de Grandson jusqu'en 1303<sup>25</sup>. Il ressort en revanche clairement de la manière de présenter la comptabilité que c'est depuis 1296 que l'on peut parler d'une châtelainie de Saint-Maurice à part entière: c'est à ce moment que le terme apparaît dans les comptes. Dans les années 1340, quand les deux entités seront à nouveau gérées en commun, les comptes ne seront plus présentés comme jusqu'en 1296 comme ceux de la châtelainie de Monthey avec le compte des revenus de la ville de Saint-Maurice pour la même période, mais comme ceux des châtelainies de Monthey et de Saint-Maurice.

Entre 1296 et 1340 pour Monthey et entre 1320 et 1340 pour Saint-Maurice, on ne sait, en l'absence de comptabilité conservée, que ce que d'autres documents

<sup>22</sup> WURSTEMBERGER, *Peter der Zweite*, t. 4, n° 905 p. 515.

<sup>23</sup> Ces hypothèses paraissent plus plausibles que celle que M. BOCCARD, *Histoire du Vallais, avant et sous l'ère chrétienne jusqu'à nos jours*, Genève, 1844, p. 358, qui suppose qu'Othon avait «probablement épousé une princesse de ladite maison» de Savoie, une hypothèse reprise par TAMINI, *Petit essai*, p. 12. Tamini ajoute sans donner de source qu'Othon aurait obtenu d'Amédée V par acte du 2 février 1299 le mandement de Monthey, où son représentant Conon de Chastonay aurait occupé le château; l'acte correspondant ne se trouve pas dans GREMAUD, *Documents*.

<sup>24</sup> TAMINI, *Petit essai*, p. 48 (Conon de Chastonay afferme un moulin au nom d'Othon de Grandson en 1300).

<sup>25</sup> BOCCARD, *Histoire du Vallais*, p. 358.

peuvent nous dire du devenir de ces deux châtelainies<sup>26</sup>. La question se pose en particulier de savoir quand elles se sont à nouveau réunies. Cette réunion n'est pas antérieure à 1320 – nous avons conservé jusqu'à cette date une comptabilité séparée pour Saint-Maurice –, mais elle doit avoir eu lieu avant 1340 – la comptabilité des deux châtelainies est à nouveau commune dès cette date. L'examen d'autres documents permet de poser quelques jalons: jusqu'autour de 1330, les châtelains paraissent avoir été distincts. En 1315, Amédée V de Savoie écrit le 6 juin à «notre cher châtelain de Monthey»<sup>27</sup>, et le 12 juin de la même année à Berlion *de la Marz*, juge du Chablais et Genevois et châtelain de Saint-Maurice<sup>28</sup>. Le 24 octobre 1321, le châtelain de Saint-Maurice (apparemment toujours séparé de Monthey) est Pierre Sariodi, chevalier<sup>29</sup>. Le châtelain semble toujours être celui de Saint-Maurice seul quand les franchises de cette ville sont confirmées le 3 février 1324<sup>30</sup> et dans un autre acte du 25 août de la même année<sup>31</sup>. L'affaire traitée dans l'acte du 25 août 1324 a des suites le 31 mai 1326, et on apprend à ce moment-là que Saint-Maurice avait désormais passé aux mains de Marie de Brabant, car le juge s'intitule «Jacques Albi de Vevey, juge sur les terres de l'illustre dame Marie de Brabant, comtesse de Savoie»<sup>32</sup>. Marie de Brabant avait donc pris possession de Saint-Maurice entre le 25 août 1324 et le 31 mai 1326<sup>33</sup>. On peut restreindre cette période grâce à une lettre du 29 novembre 1325 adressée par Marie de Brabant «a nostre chastellain de Sant Moris»; elle lui demande de faire une enquête sur la manière dont les toises étaient levées «ou temps de nostre chier seignior le conte que Dieus assollie» et «commant les autre chastellain dou temps monseignior en ont compte»<sup>34</sup>. La veuve d'Amédée V, décédée à Avignon le 16 octobre 1323, avait donc reçu Saint-Maurice entre le 25 août 1324 et le 29 novembre 1325. On savait jusqu'ici que Monthey était devenu en 1329 l'usufruit de Marie de Brabant, seconde épouse et veuve d'Amédée V<sup>35</sup>. Monthey s'est-il ajouté en 1329 seulement à Saint-Maurice que la comtesse douairière possédait déjà auparavant? Ou l'acte de 1329 confirme-t-il un état de fait vieux de quelques années? Les documents disponibles ne permettent pour l'instant pas de trancher. Toujours est-il que, le 29 décembre 1330, Monthey et Saint-Maurice sont administrées par un seul et même châtelain, Pierre de Montgelaz<sup>36</sup>; dans un autre acte daté du 16 septembre 1331, le même Pierre de Montgelaz porte le titre de «châtelain de Saint-Maurice

<sup>26</sup> Certains auteurs signalent des noms de châtelains pendant cette lacune – repérés non par des comptes mais par des mentions dans des actes –, cf. la liste proposée dans GLOVER, «Liste chronologique», p. 145, qui énumère pour Monthey dans ce laps de temps Conon de Chastonay (1299), Pierre de Montgelaz (1329-1331), puis Pierre de Châtillon (1340-1344), et celle de TAMINI, *Petit essai*, p. 21, qui cite comme châtelains de Monthey pour cette période le même Conon de Chastonay (1299), Humbert de Greiseye (1308), Aymon de Châtillon (1309), Perronet de Montgelaz (1321) et Pierre du Pont de Genève (1340). GLOVER, «Liste chronologique», p. 146, ne cite aucun châtelain de Saint-Maurice pour la période 1320-1340.

<sup>27</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1375 p. 253 (*dilecto nostro castellano Montheoli*).

<sup>28</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1376 p. 254 (il s'agit du treizain et de la punition des paroles injurieuses).

<sup>29</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1434 p. 331-332.

<sup>30</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1499 p. 465-466.

<sup>31</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1508 p. 472-473.

<sup>32</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1508 p. 474.

<sup>33</sup> BOCCARD, *Histoire du Vallais*, p. 363, l'évoque sans donner de date.

<sup>34</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 31, n° 1528 p. 495-496.

<sup>35</sup> BOCCARD, *Histoire du Vallais*, p. 358; TAMINI, *Petit essai*, p. 12, ajoute que Pierre de Montgelaz aurait pris possession du château en son nom.

<sup>36</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 32, n° 1621 p. 1-2 (l'acte est daté du 29 décembre 1331, mais selon le style de la Nativité, donc 1330); Aymon de Savoie lui adresse à cette date une lettre d'instructions.



d'Agaune et de Monthey pour l'illustre dame Marie de Brabant, comtesse de Savoie»<sup>37</sup>. Quelques années plus tard, le 20 novembre 1336, c'est Guillaume de Châtillon, chevalier, qui est attesté comme «châtelain de Monthey et de Saint-Maurice d'Agaune pour les illustres seigneur Amédée [Aymon?] et dame Marie de Brabant, comtesse de Savoie»<sup>38</sup>.

Monthey restera en possession de Marie de Brabant jusqu'à son décès le 7 septembre 1340. La comptabilité permet d'observer – au prix de quelques reconstructions – comment la châteltenie cesse d'être un apanage. Le compte de la châteltenie de Monthey et Saint-Maurice pour 1340-1341 nous est parvenu mutilé de son incipit et donc de ses dates extrêmes, mais le salaire du châtelain lui est payé jusqu'au 26 mars 1341, ce qui constitue sans doute sa date de fin<sup>39</sup>. Ce même salaire lui est alloué pour 28 semaines, ce qui nous amène comme date de début de ce compte au 7 septembre 1340, date du décès de Marie de Brabant<sup>40</sup>. Le châtelain était pour cette année Guillaume de Châtillon, qui restera en place les années suivantes jusqu'à sa mort, survenue entre le 27 janvier 1343 et le 3 mars 1344 puisque la comptabilité pour cette période est rendue en son nom par ses enfants<sup>41</sup>. A nouveau, on constate que le retour de l'apanage au domaine comtal ne s'accompagne pas d'un changement de châtelain.

Les comptes de Monthey et Saint-Maurice sont à nouveau conservés dans un même rouleau à partir du décès de Marie de Brabant en septembre 1340. Toutefois, ils portent la trace de l'ancienne séparation des châteltenies: les recettes sont distinguées en deux parties différentes, la première concernant uniquement la châteltenie de Monthey, la seconde celle de Saint-Maurice; seules les dépenses sont communes aux deux entités. Cet état de fait se maintient jusqu'au nouveau partage de la châteltenie le 21 août 1348, date à laquelle – sans qu'une raison particulière n'apparaisse cette fois – la châteltenie de Saint-Maurice est à nouveau séparée de celle de Monthey. Contrairement à ce qui s'était passé en 1296, le partage des deux entités a lieu non à un changement de période comptable, mais au milieu d'un exercice: Perrod de Châtillon rend compte de la châteltenie de Monthey et Saint-Maurice pour la période s'étendant du 16 février 1348 au 11 mai 1349, mais Saint-Maurice n'est prise en compte que jusqu'au 21 août 1348. A partir de là, les deux châteltenies sont administrées séparément. Même quand un même châtelain, Pierre du Pont, se trouve à la tête des deux entités en 1350-1351, il rend deux comptabilités complètement séparées.

<sup>37</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 32, n° 1631 p. 29-30: *Ego Perronetus de Montegelato, castellanus Sancti Mauricii Agan. et Montheoli pro illustri domina domina Marie de Brancio comitissa Sabaudie*.

<sup>38</sup> GREMAUD, *Documents*, t. 32, n° 1698 p. 116: *Ego Guillelmus de Castellione, miles, castellanus Montheoli et Sancti Mauricii Agaunensis pro illustribus domino Amedeo et domina Maria de Brancia comitissa Sabaudie*. Le Amedeo pourrait être une lecture erronée pour Aymon, étant donné qu'Amédée V était mort en 1323 et que le comte au pouvoir en 1336 était Aymon.

<sup>39</sup> AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2 r. 10, fol. 4r.

<sup>40</sup> Il faut ajouter 4 jours aux 28 semaines pour lesquelles son salaire lui est alloué pour arriver précisément au 7 septembre, mais cette date est confirmée par d'autres indices dans la comptabilité montrant que le compte précédent s'était achevé précisément le 7 septembre 1340 (AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2 r. 10, fol. 5r).

<sup>41</sup> AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2 r. 12, fol. 1r. Outre l'attestation déjà citée du même Guillaume de Châtillon comme châtelain de Monthey et de Saint-Maurice en 1336 (cf. ci-dessus n. 38), on sait qu'il était châtelain pour la période [17.7.1340-7.9.1341], et ceci grâce à une lettre transcrite dans sa comptabilité pour l'exercice [7.9.1340-26.3.1341] (AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2 r. 10, fol. 5r et fol. 5v).

La comptabilité de Monthey n'est plus conservée pour la période qui nous intéresse à partir du 14 octobre 1355. Cette châtellesie reprend en effet à cette date sa fonction d'apanage de princesses de la Maison de Savoie en passant à Blanche de Savoie, qui avait épousé en 1350 Galéas II Visconti. L'incipit du dernier compte, pour la période du 22 août au 14 octobre 1355, précise qu'à cette dernière date la châtellesie a été remise à Bertramo de Ennerico, agissant au nom de Galéas Visconti: «lequel jour [le 14 octobre 1355] il [= le dernier châtelain «comtal»] a remis le château et la châtellesie à Bertramolo de Ennerico, représentant du noble Galéas Visconti, coseigneur de Milan; le comte lui a donné, à lui et à Blanche de Savoie, sœur du comte, épouse du dit seigneur Galéas, le dit château et la châtellesie avec tout le mandement, sauf le Val d'Illez et ses appartenances, comme fief et augment d'autres fiefs qu'ils tiennent du comte, sous un certain droit de rachat contenu dans l'instrument de la dite inféodation reçu par Antoine Beczon, clerc du comte, comme cela apparaît dans la lettre d'ordre du Conseil du comte de la lui remettre, donnée à Chambéry le 16 octobre 1360»<sup>42</sup>. La donation de 1355 s'accompagne donc cette fois d'un changement dans les territoires rattachés aux deux châtellesies: Val d'Illez a été détaché de la châtellesie de Monthey et rattaché au ressort de la châtellesie de Saint-Maurice<sup>43</sup>. La châtellesie de Monthey restera entre les mains des Visconti jusqu'en 1404 ou 1405<sup>44</sup>, malgré la mort de Blanche, après son mari, en 1387.

Tantôt séparées, tantôt réunies, les châtellesies savoyardes de Monthey et de Saint-Maurice ont une histoire administrative mouvementée. Ce sont les comptes de châtellesies qui permettent le mieux de retracer les péripéties de cette histoire: sources administratives par excellence, les comptes se doivent d'être précis tant sur les périodes pour lesquelles les châtelains étaient en fonction que, quand il y a lieu, sur les modalités de la séparation de ces deux entités. En outre, leur caractère sériel permet de suivre le destin de ces deux châtellesies sur la longue durée.

<sup>42</sup> AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2bis, rot. 25, fol. 4r: *qua die expedit castrum et castellanas Bertramolo de Ennerico procuratori viri nobilis domini Galeachii Vicecomitis et cumdomini Mediolani, cui et domine Blanche de Sabaudia, sorori domini, uxori dicti domini Galeachii, quibus dominus dictum castrum et castellaniam cum toto mandamento, exceptis Valle de Ille et pertinentiis ejusdem, donavit in feudum et in augmentum aliorum feudorum que tenent a domino sub certo reacheoto [!] contento in instrumento dicte feudationis recepto per Anthonium Beczonis clericum domini, ut per litteram consilii domini de mandato sibi expediendi datam Chamberiaci die XVI<sup>a</sup> mensis octobris M<sup>o</sup> CCC<sup>o</sup> LX<sup>o</sup> quam ostendit*. La comptabilité permet ici encore de préciser une date, puisque la date avancée jusqu'alors était 1357 (MICHELET, «Le Vieux Chablais», p. 52), voire simplement «vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle» (TAMINI, *Petit essai*, p. 12).

<sup>43</sup> Cela est confirmé par un item de la comptabilité de Saint-Maurice pour 17.4.1356-1.5.1357 (AST, SR, inv. 141, m. 1/2 r. 19, fol. 2r): «Il a reçu de nombreuses et diverses personnes de Val d'Illez, qu'ils payaient d'habitude au châtelain de Monthey pour la garde chaque année, une vallée qui a été ajoutée et unie au ressort de la châtellesie de Saint-Maurice», et par d'autres allusions dans le même compte et dans les comptes suivants.

<sup>44</sup> Les comptes sont à nouveau conservés à partir de 1405; GREMAUD, *Documents*, t. 33, n° 2024 p. 133, dit que Monthey resta en possession des Visconti jusqu'en 1404, date à laquelle cette châtellesie fit retour à la Savoie.



## Les châtelains de Monthey et de Saint-Maurice (1274-1361)

### a) 25.3.1274-21.5.1296: châteltenie de Monthey avec les revenus de la ville de Saint-Maurice<sup>45</sup>

Dates	Châtelain	Cote
25.3.1274-29.3.1276	Jean de Berne	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 1-2
29.3.1276-21.3.1277	<i>la comptabilité manque</i>	
21.3.1277-11.6.1280	Jean de Berne	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 3-4
11.6.1280-22.11.1280	Conon (Cuanet) de Chastonay	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 4
22.11.1280-5.10.1285	Martin de Langins ( <i>de Langiis</i> )	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 4-5
5.10.1285-17.3.1286	Conon (Coanet) de Chastonay	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 5-6
17.3.1286-28.10.1287	Guillaume <i>de Cognino</i> (ou <i>Cognyno</i> )	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 6
30.10.1287-1.2.1289	Guillaume <i>de Palatio</i>	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 6
1.2.1289-22.9.1292	Guy des Portes ( <i>de Portis</i> )	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 7
22.9.1292-10.5.1293	Pierre des Portes ( <i>de Portis</i> )	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 8
10.5.1293-4.4.1296	Nicolet de Saint-Jeoire	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 8-9
4.4.1296-21.5.1296	<i>la comptabilité manque</i>	

### b) Dès le 21.5.1296: châteltenies séparées de Monthey et de Saint-Maurice

MONTHEY			SAINT-MAURICE		
Dates	Châtelain	Cote	Date	Châtelain	Cote
21.5.1296-21.10.1296	Pierre de Serreval	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 9	21.5.1296-25.4.1298	Pierre de Serreval	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 1 r. 9
21.10.1296- [17.7.1340]	<i>la comptabilité manque</i>		25.4.1298-1.6.1298	<i>la comptabilité manque</i>	
			1.6.1298-12.4.1301	Jean Luyset <sup>46</sup>	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 1
			12.4.1301-18.10.1301	<i>la comptabilité manque</i>	
			18.10.1301-21.3.1307	Humbert de Sales	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 2-4
			21.3.1307-12.4.1307	<i>la comptabilité manque</i>	
			12.4.1307-3.4.1312	Pierre de Billens	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 4-5
			3.4.1312-30.11.1312	Pierre Sylvestre	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 4
			1.12.1312-15.11.1313	Pierre des Portes <sup>47</sup>	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 4
			21.10.1313-16.4.1317	Berlion <i>de la Marz</i>	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 6-9
			16.4.1317-8.5.1317	<i>la comptabilité manque</i>	
			8.5.1317-1.9.1318	Rodolphe <i>de Fabricis</i> , donzel	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 10
			1.9.1318-6.5.1320	Thomas <i>de Cambucio</i>	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 11
				( <i>Cambucio</i> ), chevalier	
			6.5.1320- [17.7.1340]	<i>la comptabilité manque</i>	

<sup>45</sup> La datation des exercices a été reprise de la formulation médiévale des comptes: le dernier jour de chaque exercice tel qu'il est indiqué correspond en réalité au premier jour de l'exercice suivant et ne fait pas partie de la période comptable en question (*exclusive*). Ainsi, le tout premier exercice conservé se termine en fait le 28.3.1276, et ainsi de suite.

<sup>46</sup> Jean Luyset doit être décédé en fonction, car dans le compte pour 18.10.1301-8.4.1302, on apprend que les «petites clames» ont été remises au châtelain «par la main de Jean *de Coysa*, familier du bailli, qui a tenu la châteltenie après le décès de Jean Luyset» (AST, SR, inv. 141, fol. 141, m. 1 r. 2, fol. 1r).

<sup>47</sup> Pierre des Portes doit être décédé en fonction, car le compte est rendu par «Perrette, veuve du dit Pierre des Portes» (AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1 r. 4, fol. 13r).

**c) 17.7.1340-21.8.1348: châtellemies réunies de Monthey et de Saint-Maurice**

Dates	Châtelain	Cote
[17.7.1340- 7.9.1340] <sup>48</sup>	[Guillaume de Châtillon]	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2 r. 10-12
[7.9.1340] <sup>49</sup> - 3.3.1344	Guillaume de Châtillon <sup>50</sup>	
[3.3.1344]- 21.8.1348 <sup>51</sup>	Perrod de Châtillon, fils de feu Guillaume de Châtillon	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2. r. 13-17

**d) Dès 21.8.1348: châtellemies séparées de Monthey et de Saint-Maurice**

MONTHEY			SAINT-MAURICE		
Dates	Châtelain	Cote	Date	Châtelain	Cote
21.8.1348-10.8.1349	Perrod de Châtillon, fils de feu Guillaume de Châtillon <sup>52</sup>	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2 r. 17	21.8.1348-16.2.1351	Pierre du Pont de Genève	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 12-14
10.8.1349-4.2.1350	<i>la comptabilité manque</i>				
4.2.1350-11.6.1351	Pierre du Pont de Genève, juriste	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2bis r. 18			
11.6.[1351]-13.5.1352	Guy Thome, coseigneur de Saint-Triphon	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2bis r. 19-20	15.2.1351-15.5.1352	Henri <i>Picolerii</i> de Genève	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 15
13.5.1352-15.9.1352	<i>la comptabilité manque [Guy Thome]<sup>53</sup></i>		15.5.1352-4.7.1352	<i>la comptabilité manque</i>	
15.9.1352-1.11.1354	Guillaume de Châtillon, chevalier, seigneur de Larringes	AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2bis r. 21-23	4.7.1352-1.5.1353	Bastien <i>de Montejoco</i> de Pavie	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 16
			1.5.1353-[..].4.1354	Benoît Bartholomei, licencié ès lois	AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 17
			[..].4.1354-4.2.1355	<i>la comptabilité manque<sup>54</sup></i>	

<sup>48</sup> Date reconstituée d'après AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2 r. 10, fol. 5v.

<sup>49</sup> Sur la restitution de la date de début de ce compte, cf. ci-dessus n. 40.

<sup>50</sup> Guillaume de Châtillon doit être décédé en fonction pendant l'exercice comptable pour 27.1.1343-3.3.1344, puisque l'incipit du compte dit qu'il s'agit de la comptabilité de feu Guillaume de Châtillon et que le compte est rendu par ses enfants (AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2. r. 12, fol. 1r).

<sup>51</sup> Durant cette période, la comptabilité manque pour dix jours entre le 17.3.1346-26.3.1346. L'exercice comptable de l'année où la séparation des deux châtellemies de Monthey et de Saint-Maurice a lieu (AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2. r. 17) couvre la période 16.2.1348-11.5.1349 pour Monthey et 16.2.1348-21.8.1348 pour Saint-Maurice. Pour rendre plus visible le moment de la séparation, le compte de Monthey pour la période encore commune avec Saint-Maurice (16.2.1348-21.8.1348) et pour la période postérieure à la division (21.8.1348-11.5.1349) est traité ici comme s'il s'agissait de deux comptabilités, alors qu'il s'agit bien d'un seul et même exercice comptable.

<sup>52</sup> Divers indices dans la comptabilité montrent que le compte pour 11.5.1349-10.8.1349 doit être le dernier compte de Perrod de Châtillon. La lacune dans la comptabilité de Saint-Maurice entre le 10.8.1349 et le 4.2.1350 ne concernerait donc plus une période où elle était gérée par Perrod de Châtillon.

<sup>53</sup> C'est le 15.9.1352 que Guillaume de [Châtillon] a reçu la châtellemie de Monthey, avec les ustensiles qui se trouvaient dans le château; c'est ce jour-là que Guy Thome les lui a remis (AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2bis r. 21, fol. 1r). La lacune dans la comptabilité concerne donc une période durant laquelle Guy Thome était encore châtelain.

<sup>54</sup> L'incipit du compte précédent, pour 1.5.1353-[..].4.1354, mutilé, semble suggérer que Benoît Bartholomei aurait transmis la châtellemie le [..].4.1354 à Henri *Picolerii* de Genève, et que ce serait donc ce dernier qui aurait été châtelain pendant la lacune des comptes du [..].4.1354 au 4.2.1355.

MONTHEY			SAINT-MAURICE		
Dates	Châtelain	Cote	Date	Châtelain	Cote
1.11.1354-	Barthélemy	AST, SR, inv. 69,	4.2.1355-	Henri <i>Picolerii</i> de	AST, SR, inv. 69,
14.10.1355 <sup>55</sup>	(Bertholet) Tavel,	fol. 89, m. 2bis	8.5.1355	Genève	fol. 141, m. 1/2
	chevalier	r. 24-25			r. 18
Dès le	<i>la comptabilité</i>		8.5.1355-	<i>la comptabilité</i>	
14.10.1355	<i>manque</i>		17.4.1356	<i>manque [Pierre du Pont]</i> <sup>56</sup>	
			17.4.1356-	Guy Thome,	AST, SR, inv. 69,
			27.6.1357	chevalier, seigneur	fol. 141, m. 1/2
				de Saint-Triphon	r. 19
			27.6.1357-	<i>Mermerius</i> de	AST, SR, inv. 69,
			1.3.1361	<i>Revorea</i>	fol. 141, m. 1/2
					r. 19-21
			1.3.1361-	<i>la comptabilité</i>	
			27.7.1361	<i>manque</i>	
			27.7.1361-	Guillaume	AST, SR, inv. 69,
			4.11.1361	<i>Wychari</i> de	fol. 141, m. 1/2
				Saint-Maurice <sup>57</sup>	r. 21

<sup>55</sup> L'incipit de l'exercice comptable pour 22.8.1355-14.10.1355 précise que la châtellenie a été remise ce jour-là à Bertramolo de Ennerico, agissant au nom de Galéas Visconti, qui avait épousé Blanche de Savoie, sœur du comte (AST, SR, inv. 69, fol. 89, m. 2bis r. 25, fol. 4r).

<sup>56</sup> La comptabilité n'est pas conservée, mais l'incipit du compte précédent pour 4.2.1355-8.5.1355 précise le nom du châtelain suivant et les modalités de la passation de pouvoirs: «et alors le seigneur Pierre du Pont, châtelain après lui, a reçu la dite châtellenie» (AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 18, fol. 1r). Le fait que Guy Thome, le châtelain suivant, n'était pas encore en place pendant cette lacune de la comptabilité est confirmé par l'incipit de son compte pour 17.4.1356-1.5.1357, qui précise à propos du 17 avril 1356: «et ce 17-là, il a reçu la dite châtellenie» (AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 19, fol. 1r).

<sup>57</sup> Ce n'était pas Guillaume *Wychari* qui était châtelain durant la lacune des comptes qui précèdent, car l'incipit de son compte précise qu'il a reçu la châtellenie le 27 juillet 1361 (AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 21, fol. 19r). Le même incipit précise à propos du 4.11.1361: «et ce jour-là il a remis la dite châtellenie au seigneur Benoît Bartholomei, châtelain de cet endroit après lui» (AST, SR, inv. 69, fol. 141, m. 1/2 r. 21, fol. 19r).